Non au blocage du Col de l'Echelle par l'extrême droite !

Category: Anti-racisme, immigration

écrit par jmfouquer | 22 avril 2018

Samedi 21 avril, au Col de l'Echelle (05) à la frontière entre la France et l'Italie, un groupement européen Identitaire s'est arrogé le droit de redéfinir les frontières de la France et de l'Europe et de remodeler le droit international en décidant qui a la possibilité de les franchir. Il dispose d'une logistique (hélicoptères, filets, abris, etc..) provocatrice. Le Ministre de l'Intérieur a pris la décision de ne pas intervenir.

Quel est le statut de ce mouvement néo nazis ? Est-il un état dans l'État ? Comment peut-il en toute impunité faire la chasse aux migrants ?

Que pense la Ministre de la Justice de la redéfinition du droit national et international qu'opèrent ces néo-nazis ? Auraient-ils pris le pouvoir de gouverner à la place des autorités républicaines ? Ils commettent un délit d'obstruction à la libre circulation qui est un droit européen et international.

Qu'en pense le Président de la République ? Le trouble à l'ordre public n'est-il pas amplement constitué ?

La représentante de l'État dans les Hautes-Alpes envoie plus rapidement des CRS pour dégager une gare vide que pour faire respecter la loi sur le col de l'Échelle. N'y-t-il pas deux poids et deux mesures de la part des autorités ?

Ce n'est pas un hasard si cette activité néo nazi se produit au moment du débat sur la loi « Asile et immigration ». L'État va-t-il se laisser intimider par une équipe d'extrémistes ?

Nous dénonçons cette atteinte à l'État de droit et remarquons que l'emploi de la force est à usage variable, massive à NNDL,

incroyable lors de l'intervention des douanes pour empêcher une femme nigérienne d'accoucher à l'hôpital et accuser le sauveteur de « délit de solidarité », et nulle au col de l'Échelle.